

COMMUNIQUÉ – FEUX DE FORÊT DANS LES LANDES ET EN GIRONDE

Protéger les Français ne doit plus être une variable d'ajustement budgétaire.

Les incendies qui frappent aujourd'hui les départements des Landes et de la Gironde rappellent une réalité devenue incontestable : notre territoire est désormais confronté à des feux de forêt de plus en plus précoces, plus violents et plus difficiles à maîtriser. Les épisodes de sécheresse, les fortes chaleurs et les vents favorisent des incendies qui mettent en danger des milliers d'habitants, détruisent notre patrimoine forestier, menacent les entreprises locales et fragilisent durablement l'économie du Sud-Ouest.

Nous tenons avant tout à saluer le courage exceptionnel des sapeurs-pompiers professionnels, des sapeurs-pompiers volontaires, des agents forestiers, des forces de sécurité, des élus locaux, des associations de protection civile et de tous les bénévoles, quels qu'ils soient, qui se mobilisent jour et nuit pour protéger les populations. Leur engagement est exemplaire.

Mais leur courage ne peut plus masquer les carences de l'État.

Depuis des années, les syndicats de sapeurs-pompiers, les présidents de SDIS, les élus locaux et les professionnels de terrain alertent sur le manque chronique de moyens humains, matériels et financiers. Les effectifs sont insuffisants, les recrutements deviennent de plus en plus difficiles, les carrières perdent en attractivité et les rémunérations ne sont plus à la hauteur des risques encourus.

Chaque été, les mêmes constats reviennent. Chaque été, les incendies gagnent en intensité. Chaque été, les promesses politiques se multiplient. Pourtant, les moyens suivent rarement.

La France demeure confrontée à un déficit de moyens aériens alors même que les incendies peuvent désormais éclater simultanément sur plusieurs régions. Les besoins en Canadair, en avions Dash et en hélicoptères spécialisés sont connus depuis plusieurs années. Pourtant, les décisions d'investissement ont souvent été retardées ou jugées insuffisantes par de nombreux acteurs de la sécurité civile.

Les citoyens sont aujourd'hui en droit de demander des comptes à l'ensemble des responsables politiques. Quels gouvernements ont réellement fait de la sécurité civile une priorité ? Quels parlementaires ont soutenu les propositions visant à renforcer les moyens des SDIS ? Quels choix budgétaires ont conduit à repousser ou limiter les investissements indispensables dans les moyens de lutte contre les incendies ?

Ces questions doivent être posées avec transparence.

Une autre interrogation interpelle tout autant.



À plusieurs reprises, des sapeurs-pompiers qui manifestaient pour réclamer davantage de moyens, des effectifs supplémentaires et une véritable revalorisation salariale ont été confrontés à des dispositifs de maintien de l'ordre parfois marqués par l'usage de la force. Plus largement, de nombreux bénévoles engagés dans la protection civile, les associations de secours, les réserves communales, les dispositifs de solidarité ou l'aide aux sinistrés constatent eux aussi le manque de moyens alloués à leurs missions essentielles.

Comment accepter que celles et ceux qui sauvent des vies, protègent nos villages, nos forêts, nos entreprises et assistent les populations en difficulté soient parfois confrontés à une fin de non-recevoir lorsqu'ils demandent simplement les moyens nécessaires pour accomplir leur mission de service à la Nation ?

Comment expliquer qu'il faille attendre une catastrophe pour reconnaître ce que les professionnels et les bénévoles dénoncent depuis des années ?

Dans le même temps, les choix budgétaires interrogent.

La Loi de programmation militaire prévoit près de **413 milliards d'euros entre 2024 et 2030**, soit une augmentation d'environ **40 %** par rapport à la programmation précédente. À l'échelle européenne, le plan de renforcement des capacités de défense ouvre la possibilité de mobiliser jusqu'à **800 milliards d'euros** pour l'industrie de défense et les investissements militaires.

Mais la protection des Français face aux catastrophes climatiques reste une priorité nationale

Chaque été, ce ne sont pas des armées étrangères qui menacent les Landes ou la Gironde.

Ce sont les flammes.

Ce sont les maisons qui brûlent.

Ce sont les entreprises qui ferment.

Ce sont les forêts qui disparaissent.

Ce sont les campings qui évacuent leurs vacanciers.

Ce sont les commerçants, les restaurateurs, les hôteliers, les artisans et l'ensemble de la filière touristique qui voient leur saison compromise.

Le tourisme représente une part essentielle de l'économie des Landes et de la Gironde. Les évacuations de campings, les fermetures de routes, les restrictions d'accès aux massifs forestiers et les annulations de séjours entraînent des pertes économiques considérables pour des milliers d'entreprises et de salariés.

Au-delà des chiffres, ce sont des familles qui vivent dans l'angoisse, des habitants contraints d'abandonner leur domicile, un tissu économique fragilisé et un patrimoine naturel qui mettra parfois plusieurs décennies à se reconstruire.



Les catastrophes climatiques ne sont plus exceptionnelles.

Elles deviennent la norme.

Il est donc urgent de changer de stratégie.

Nous demandons :

- Une augmentation durable et significative des budgets des SDIS ;
- Une revalorisation salariale des sapeurs-pompiers professionnels ainsi qu'une meilleure reconnaissance du volontariat ;
- Un plan national ambitieux de recrutement afin de renforcer les effectifs ;
- L'accélération du renouvellement et de l'augmentation de la flotte de Canadair, de Dash et d'hélicoptères bombardiers d'eau ;
- Un investissement massif dans la prévention des incendies, le débroussaillage, la surveillance des massifs forestiers et l'adaptation de nos territoires au changement climatique ;
- Une totale transparence sur les choix budgétaires et les votes parlementaires concernant les moyens de la sécurité civile.

Un Plan Marshall pour la sécurité civile

Les catastrophes climatiques ne relèvent plus d'un risque futur : elles sont déjà une réalité quotidienne. Incendies géants, inondations, tempêtes, submersions marines et épisodes climatiques extrêmes se multiplient. Face à cette nouvelle donne, les réponses ponctuelles et les annonces de circonstance ne suffisent plus.

La France doit engager un véritable **Plan Marshall de la sécurité civile**, doté de plusieurs milliards d'euros sur plusieurs années, afin de moderniser durablement l'ensemble de notre dispositif de protection des populations.

Ce plan doit permettre de renforcer les effectifs des SDIS, construire et moderniser les centres de secours, revaloriser les carrières et les salaires des sapeurs-pompiers, soutenir davantage le volontariat, renouveler et agrandir la flotte nationale de Canadair, de Dash et d'hélicoptères bombardiers d'eau, développer les technologies de détection précoce des départs de feu et accompagner les collectivités territoriales dans la prévention des risques.

La sécurité civile doit désormais être considérée comme un enjeu stratégique de souveraineté nationale. Défendre la France, c'est aussi défendre ses habitants, ses territoires, ses forêts, son économie et son patrimoine contre les conséquences du dérèglement climatique.

Nous appelons l'ensemble des responsables politiques à dépasser les clivages partisans. Les habitants des Landes, de la Gironde et de tous les territoires exposés n'attendent pas des promesses supplémentaires ; ils attendent des décisions courageuses et des investissements à la hauteur des défis qui nous attendent.



La sécurité des Français ne peut plus être traitée comme une dépense secondaire.

Investir dans nos pompiers, dans nos bénévoles, dans nos forêts et dans la protection civile n'est pas un coût.

C'est une nécessité.

Chaque euro économisé aujourd'hui sur la sécurité civile risque de coûter demain des milliers d'hectares de forêt, des centaines d'entreprises, des emplois, des habitations... et parfois des vies humaines.

Les habitants des Landes, de la Gironde et de tous les territoires exposés attendent autre chose que des promesses.

Ils attendent des décisions. Ils attendent des moyens. Ils attendent que la protection des Français devienne enfin une priorité nationale

Pour la coordination syndicale départementale
cgt des landes

Le collectif animation